CHAPITRE 3

Financement national et extérieur de l'éducation

Crédit photo : **Ramasomanana/UNICEF Madagascar 2014**

3.1 Introduction

Ce chapitre donne un aperçu des ressources nationales et extérieures consacrées à l'éducation dans les pays en développement partenaires du GPE entre 2008 et 2012. En moyenne, ces dépenses ont augmenté au cours de la période considérée et se sont sensiblement accrues après l'adhésion des pays au Partenariat mondial pour l'éducation (le Partenariat mondial ou GPE). Toutefois, les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre ; de nombreux pays, encore loin d'atteindre la scolarisation primaire universelle, consacrent moins de 20 % de leurs ressources publiques à l'éducation [1]. Trois facteurs essentiels influent sur la répartition des ressources nationales allouées à l'éducation : le degré d'engagement dans ce domaine, la capacité budgétaire et l'efficience de l'utilisation des ressources.

Les dépenses nationales représentent la contribution la plus importante à l'éducation, néanmoins de nombreux pays dépendent largement de l'aide extérieure. Or l'aide à l'éducation a malheureusement diminué deux années de suite. Les réductions de l'aide sont en outre particulièrement fortes dans le sous-secteur de l'éducation de base des pays en développement partenaires, et plus encore des pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC). L'aide financière allouée par le Partenariat mondial au secteur éducatif a toutefois augmenté sensiblement. Le Partenariat mondial a décaissé 354 millions de dollars pour l'éducation de base en 2012 et est ainsi devenu le premier bailleur de fonds de ce sous-secteur dans les pays en développement partenaires. Les décaissements du GPE devraient atteindre 506 millions de dollars à fin 2014.

Ce chapitre est divisé en cinq sections, introduction comprise. La section 3.2 compare la répartition des dépenses d'éducation dans les différents pays en développement partenaires. Elle analyse également les facteurs influant sur les résultats individuels, notamment l'engagement en faveur de l'éducation, la capacité budgétaire et l'efficacité de l'allocation des ressources. La section 3.3 examine l'évolution récente de l'aide à l'éducation et analyse les contributions financières des différents bailleurs. La section 3.4 étudie l'effet catalyseur du Partenariat mondial. La section 3.5 présente les principales conclusions du chapitre.

3.2 À combien s'élèvent les dépenses d'éducation ?

L'absence de données financières de qualité représente un obstacle important pour les pays qui désirent se doter de systèmes éducatifs efficients.

Cette section présente une comparaison des dépenses nationales d'éducation dans les pays en développement partenaires du GPE en vue d'analyser l'évolution de l'allocation des ressources entre 2008 et 2012 [2]. L'analyse s'appuie sur des données internationales comparables fournies par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Pour certains pays, les données ne sont pas disponibles, parce qu'elles n'ont pas été transmises à l'ISU ou la qualité des données fournies a été jugée insuffisante. L'absence de données financières de qualité représente un obstacle important tant pour ce type d'analyse que pour les pays qui désirent améliorer l'efficience de leurs systèmes éducatifs [3].

3.2.1 Les dépenses sont-elles suffisantes ?

Les données sur les dépenses publiques d'éducation rapportées au PIB et aux dépenses publiques générales étaient disponibles pour 35 pays en développement partenaires. Les 24 pays suivants, sans données pertinentes (dont 15 des 28 PFC partenaires du GPE), ont été exclus de l'analyse (tableau 3.1). Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence car ils ne donnent pas nécessairement une image fidèle de la situation de tous les pays en développement partenaires.

1 Bruns, Barabra, Alain Mingat and Ramahatra Rakotomalala (2003) recommandent que les pays consacrent 20 % des ressources publiques à l'éducation.

2 En l'absence de données pour 2012, les données de l'année la plus récente ont été utilisées.

3 Pour pallier ce problème, le Partenariat mondial finance la collecte, la communication et l'utilisation des données dans le cadre d'un investissement coordonné visant à améliorer les capacités nationales de suivi et d'évaluation. Il s'agit d'un volet important de la stratégie de collecte d'informations du Partenariat mondial (http://www.globalpartnership.org/fr/content/strategie-de-collecte-dinformations-du-partenariat-mondial-novembre-2013) et un élément essentiel de son nouveau modèle de financement (http://www.globalpartnership.org/fr/content/principes-options-revision-modele-de-financement).

Tableau 3.1 Pays en développement partenaires du GPE pour lesquels les données sur les dépenses publiques d'éducation sont manquantes

Afghanistan*	Congo, Rép. dém. du*	Libéria*	Papouasie-Nouvelle-Guinée*	Viet Nam
Albanie	Érythrée*	Mozambique	Somalie*	Yémen, Rép. du
Burundi*	Guinée-Bissau*	Nicaragua*	Soudan du Sud*	Zambie*
Cambodge	Haïti*	Nigéria*	Soudan	Zimbabwe
Comores	Honduras*	Ouzbékistan*	Timor-Leste*	

Note : Les données manquantes portent sur les dépenses publiques d'éducation rapportées au PIB ou aux dépenses publiques totales.

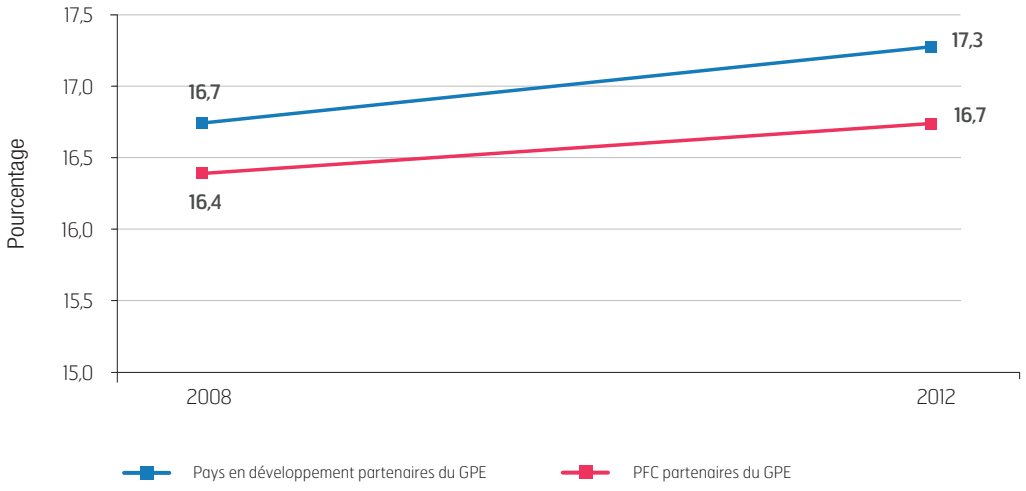
Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. L'astérisque (*) indique que les dépenses publiques d'éducation rapportées au PIB et/ou aux dépenses publiques générales ne figurent pas dans la base de données de l'ISU pour toute la période considérée. Pour les autres pays, les données figurant dans le tableau ne sont disponibles que pour au plus deux années de la période considérée.

L'évolution de la part de l'éducation dans les dépenses publiques totales est un bon indicateur de l'engagement de chaque pays en faveur de l'éducation. Dans les pays en développement partenaires pour lesquels des données sont disponibles, la part de l'éducation dans les dépenses publiques est en moyenne passée de 16,7 % en 2008 à 17,3 % en 2012[4]. Dans les 13 PFC partenaires du GPE pour lesquels des données sont disponibles, la part de l'éducation a progressé plus lentement, de 16,4 % en 2008 à 16,7 % en 2012 (figure 3.1).

Bien que l'évolution indique, en moyenne, une augmentation progressive des dépenses publiques d'éducation, la part des ressources publiques consacrée à l'éducation varie considérablement d'un pays à l'autre. Parmi les pays ayant affecté plus de 20 % de leurs dépenses publiques à l'éducation, le Bénin a alloué la plus grande part en 2012 (26,1 %) et est également le pays qui a augmenté le plus la proportion des ressources destinées au secteur entre 2008 et 2012 (7 points de pourcentage). Le Niger a également fait preuve d'un ferme engagement en faveur de l'éducation, avec une augmentation de la part de l'éducation dans les ressources publiques supérieure à 5 points de pourcentage. En revanche, quelques pays, dont la Gambie et la Guinée, ont réduit de près de 5 points de pourcentage la part réservée aux dépenses dans le secteur.

En 2012, la part de l'éducation dans les dépenses publiques des pays en développement partenaires a atteint 17,3 % en moyenne et 16,7 % dans les PFC.

Figure 3.1 Part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales, pays en développement partenaires du GPE



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. Les données de 2012 sont les données disponibles les plus récentes pour la période 2010-2012. La figure ne représente que les valeurs pour 2008 et 2012, en raison des nombreuses fluctuations observées dans de nombreux pays en 2009, 2010 et 2011.

4 Comme indiqué précédemment, la moyenne du groupe pour cet indicateur porte sur 35 pays et seulement 15 PFC et les résultats doivent donc être interprétés avec prudence.

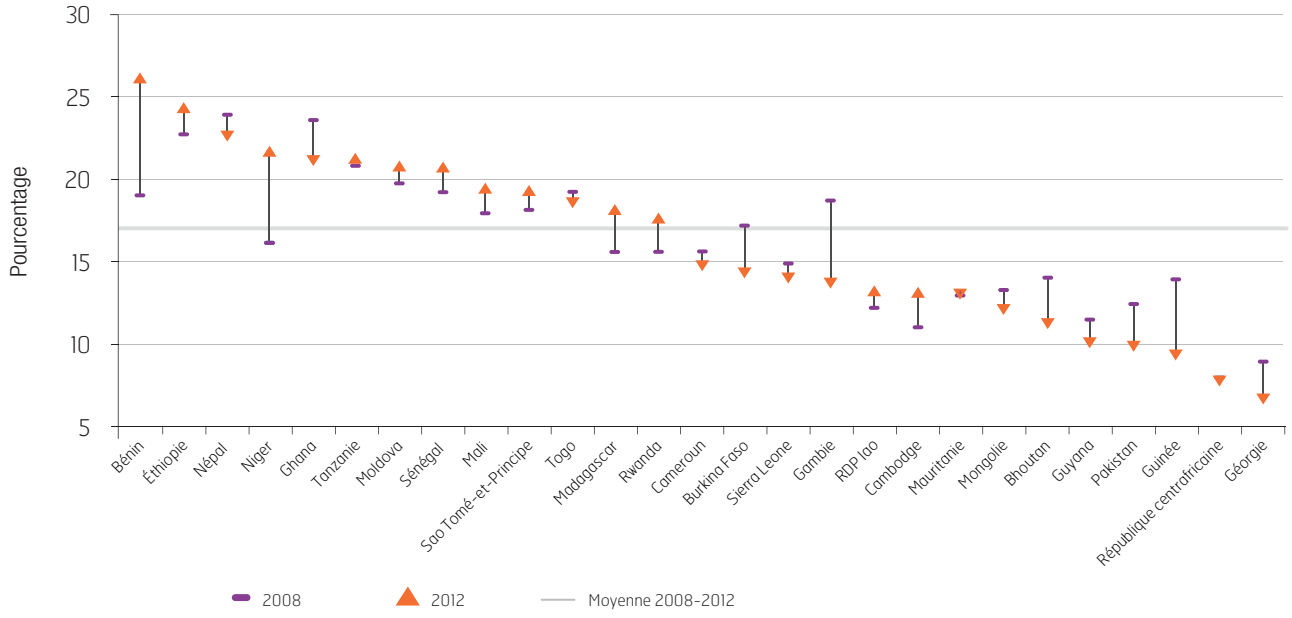
De nombreux pays qui dépensent moins que la moyenne dans l'éducation réduisent leurs dépenses d'éducation.

En 2012, la part des dépenses publiques d'éducation dans le PIB des pays en développement partenaires a atteint 4,9 % en moyenne et 3,6 % dans les PFC.

La faiblesse des dépenses d'éducation est fort préoccupante, surtout dans les pays en développement partenaires, où le taux d'achèvement de l'enseignement primaire (TAP) est inférieur à 90 % et où un investissement massif dans l'enseignement primaire reste donc nécessaire. C'est malheureusement le cas dans de nombreux pays, dont la Géorgie, la Guinée, le Pakistan et la République centrafricaine où l'éducation reçoit moins de 10 % des ressources publiques. Il est par ailleurs extrêmement préoccupant que les 10 pays suivants, sur les 14 qui investissent moins que la moyenne dans l'éducation, réduisent également leurs dépenses d'éducation : Bhoutan, Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Géorgie, Guinée, Guyana, Mongolie, Pakistan et Sierra Leone (figure 3.2). Par ailleurs, les ressources consacrées à l'éducation ont augmenté au Cambodge et en RDP lao et ont stagné en Mauritanie et en République centrafricaine.

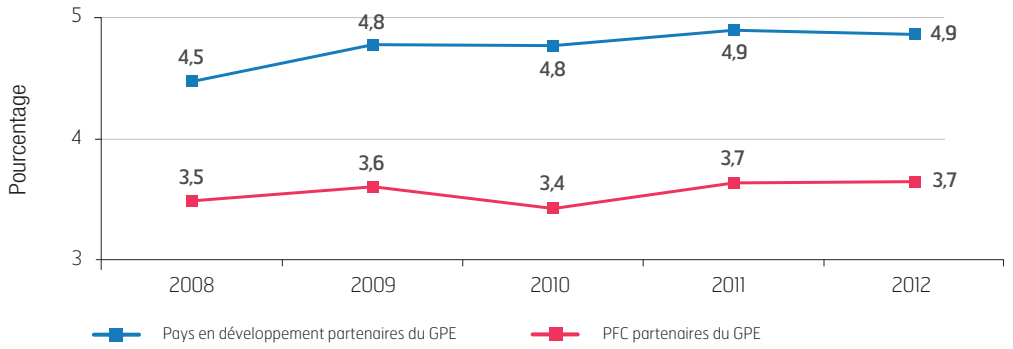
En moyenne, la part des dépenses publiques d'éducation dans le PIB a également augmenté dans les pays en développement partenaires, de 4,4 % en 2008 à 4,9 % en 2012. Bien que les dépenses d'éducation n'aient pas augmenté uniformément, elles ont progressé pendant toute la période considérée. Les PFC partenaires du GPE n'ont que légèrement augmenté les ressources allouées à l'éducation rapportées au PIB, de 3,4 % en 2008 à 3,6 % en 2012, ce qui reste nettement inférieur au niveau des autres pays en développement partenaires (figure 3.3).

Figure 3.2 **Part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales par pays, 2008 et 2012 ou année la plus récente**



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. Les informations pour 2012 sont les points de données les plus récents disponibles pour la période 2010-2012.

Figure 3.3 **Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB, pays en développement partenaires du GPE**



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. La tendance moyenne tient compte d'estimations du Partenariat mondial couvrant la période quinquennale. La valeur pour 2012 est une estimation de l'année précédente.

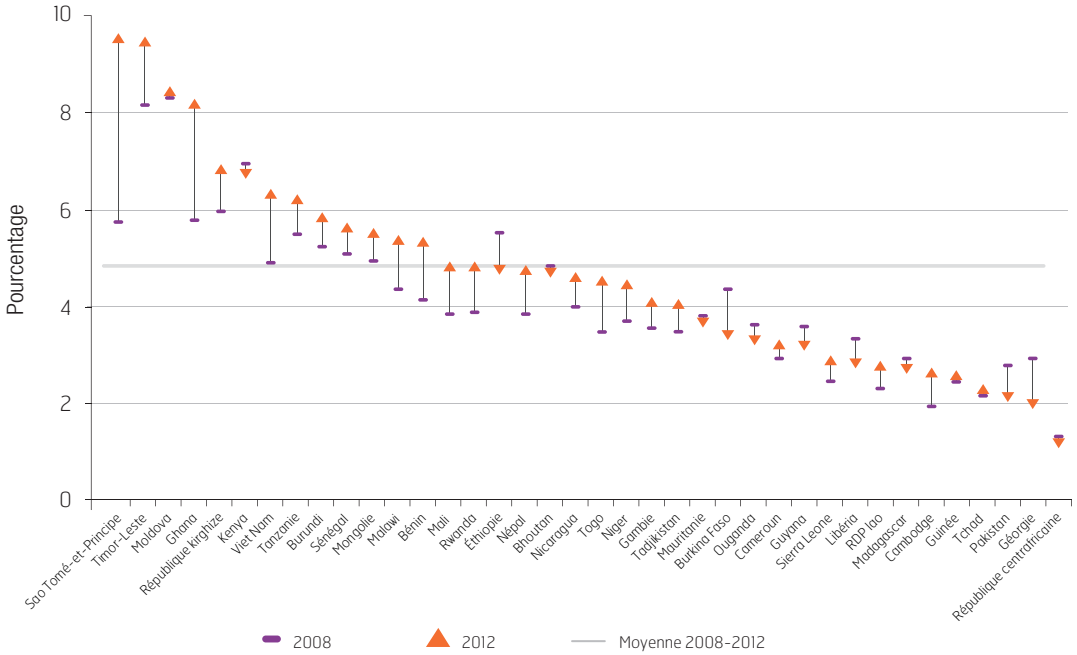
Bien que les dépenses d'éducation rapportées au PIB aient augmenté ces cinq dernières années dans les pays en développement partenaires, la situation varie selon les pays en fonction de leur degré de développement économique et des politiques adoptées par les pouvoirs publics (voir section 3.2.1). Sao Tomé-et-Principe et Timor-Leste sont les pays ayant le plus investi dans l'éducation en part de PIB en 2012, soit 9,5 % (figure 3.4). Sao Tomé-et-Principe est en outre le pays où cette part a augmenté le plus fortement entre 2008 et 2012 (3,4 points de pourcentage). En revanche, sept pays (Burkina Faso, Géorgie, Guyana, Libéria, Mauritanie, Ouganda et Pakistan), ayant investi moins que la moyenne des pays en développement partenaires, ont également réduit leurs dépenses d'éducation en part de PIB. En Guinée, à Madagascar et au Tchad, ces dépenses sont restées inférieures à 3 % du PIB. La République centrafricaine est le pays en développement partenaire où l'investissement dans l'éducation en part de PIB est le plus faible (1,2 %).

Au cours de la Conférence pour la reconstitution des ressources, 27 pays en développement partenaires se sont engagés à accroître en moyenne de 14 % la part de leur budget national consacrée au secteur de l'éducation sur la période 2014-2018. Ceci représente une contribution supplémentaire de 26 milliards de dollars sur une période de quatre années. Ces engagements pourraient préfigurer de nouveaux progrès des dépenses publiques en faveur de l'éducation dans les pays en développement partenaires du GPE.

Le Burkina Faso, la Géorgie, la Guyana, le Libéria, la Mauritanie, l'Ouganda et le Pakistan, qui ont investi moins que la moyenne des pays en développement partenaires, ont également réduit la part des dépenses d'éducation dans leur PIB.

Crédit photo : **Deepa Srikantaiah/GPE**

Figure 3.4 **Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB, 2008 et 2012 ou année la plus récente**



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. Les informations pour 2012 sont les points de données les plus récents disponibles pour la période 2010-2012.

3.2.2 Les pays en développement partenaires du GPE investissent-ils suffisamment dans l'éducation ?

Le volume des ressources qu'un pays consacre à l'éducation et leur répartition influencent directement les résultats de l'enseignement. Par exemple, le nombre de places offertes à l'école et le nombre d'élèves par enseignant dépendent dans une large mesure des ressources allouées au secteur[5]. Cependant, la répartition des dépenses ne dépend pas uniquement des engagements des pouvoirs publics mais aussi du degré de développement du pays, des ressources générales disponibles et de l'efficience de l'utilisation de ces ressources.

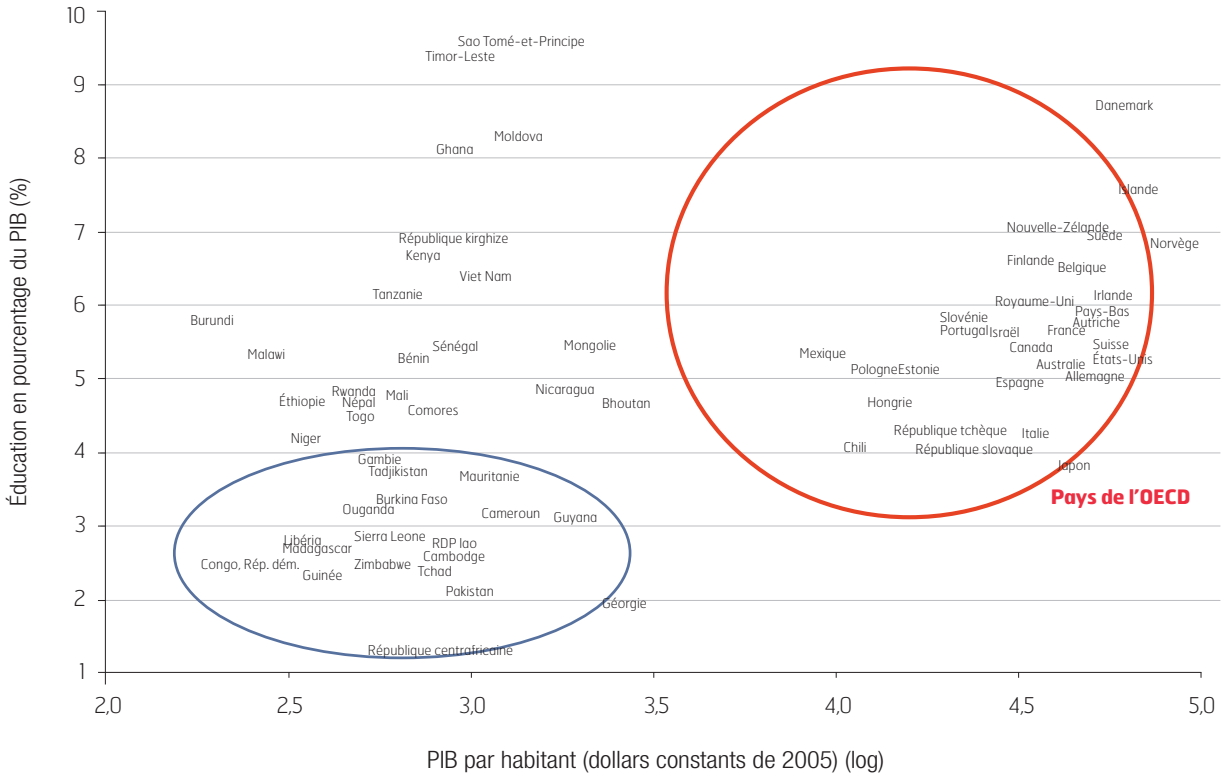
Les pays en développement partenaires ont en moyenne consacré près de 5 % de leur PIB à l'éducation, contre 5,7 % dans le cas des membres de l'OCDE.

La fermeté de l'engagement d'un pays en faveur de l'éducation peut être ajustée en fonction de son degré de développement en évaluant le niveau des dépenses d'éducation par rapport au revenu par habitant (figure 3.5). Dans les pays à faible revenu qui investissent une modeste proportion du revenu dans l'éducation, les dépenses peuvent être insuffisantes pour atteindre les objectifs d'éducation.

Plusieurs pays en développement partenaires du GPE ont affecté une proportion relativement importante de leurs budgets nationaux à l'éducation, en dépit d'un revenu par habitant faible. Alors que les pays en développement partenaires ont en moyenne consacré près de 5 % de leur PIB à l'éducation, les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se situent en moyenne à 5,7 %. Dans l'échantillon des pays en développement partenaires, les dépenses d'éducation en part du PIB vont de 1,2 % (République centrafricaine) à 9,5 % (Sao Tomé-et-Principe), contre 3,9 % (Japon) à 8,7 % (Danemark) dans les pays membres de l'OCDE.

5 Majgaard, Kirsten et Alain Mingat. 2012. Education in Sub-Saharan Africa: A Comparative Analysis. Washington D.C.: The World Bank.

Figure 3.5 **Total des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB et du PIB par habitant, 2012 ou année la plus récente**



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://data.uis.unesco.org/?IF_ActivePath=P,50 et des indicateurs du développement dans le monde (base de données), Banque mondiale, Washington, États-Unis, http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators

Un examen plus attentif semble indiquer que 19 pays en développement partenaires sous-investissent dans l'éducation. Dans la figure 3.5, les pays entourés d'un trait bleu consacrent moins de 4 % de leur PIB à l'éducation - dans la majorité des cas, moins que le Japon qui est le membre de l'OCDE investissant le moins dans ce secteur. Cet écart est parfois révélateur d'un cercle vicieux de la pauvreté, avec un niveau de revenu par habitant faible qui entrave l'investissement en capital humain, ralentit la croissance de la productivité et empêche ainsi une progression significative du revenu par habitant[6].

La fermeté de l'engagement en faveur de l'éducation (et de l'investissement dans ce secteur) dépend du niveau de la richesse nationale, mais aussi de la capacité du pays à lever des impôts, autrement dit sa capacité budgétaire[7].

Les pouvoirs publics financent une grande partie de l'enseignement public par des prélèvements fiscaux tels que la taxe à la valeur ajoutée, l'impôt sur le revenu ou foncier, ou des taxes sur des activités spécifiques. La diversité des profils des pays en développement partenaires quant à leur engagement en faveur de l'éducation et à leur capacité budgétaire peut être mesurée en utilisant la part de l'éducation dans les dépenses publiques comme un indicateur de cet engagement et la part des dépenses publiques dans le PIB comme indicateur de la capacité budgétaire (tableau 3.2). L'annexe 3.1 présente une analyse plus détaillée ainsi qu'une représentation graphique de cette relation.

Environ 19 pays en développement partenaires sous-investissent dans l'éducation.

6 The World Bank. 2000. Beyond Economic Growth : Meeting the Challenges of Global Development. Washington, D.C. : The World Bank.

7 Le poids des services publics d'un pays est généralement mesuré en rapportant les dépenses publiques au PIB. Selon une équation comptable relativement simple, le montant total des ressources investies dans l'éducation rapporté au PIB est équivalent à la capacité budgétaire multipliée par la part des ressources publiques allouée à l'éducation :

$$\frac{\textit{Dépenses d'éducation}}{\textit{PIB}} = \frac{\textit{Dépenses publiques}}{\textit{PIB}} \times \frac{\textit{Dépenses d'éducation}}{\textit{Dépenses publiques}}$$

Tableau 3.2 **Engagement en faveur de l'éducation et capacité budgétaire, 2012 ou année la plus récente**

	Faible capacité budgétaire (dépenses publiques/PIB < 28 %)	**Forte capacité budgétaire** (dépenses publiques/PIB > 28 %)
Fort engagement en faveur de l'éducation (dépenses d'éducation/ dépenses publiques ≥ 20%)	Bénin, Éthiopie, Népal, Niger, Tanzanie, Viet Nam	Ghana, Kenya, Mozambique, Moldova, Sénégal
Faible engagement en faveur de l'éducation (dépenses d'éducation/ dépenses publiques < 20 %)	Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Madagascar, Mali, Ouganda, Pakistan, RDP lao, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone, Tadjikistan, Tchad, Togo	Bhoutan, Djibouti, Gambie, Géorgie, Guyana, Malawi, Mauritanie, Mongolie, République kirghize, Sao Tomé-et-Principe, Zimbabwe

Note : La valeur de seuil fixée pour les dépenses publiques rapportées au PIB (28 %) représente la moyenne des pays en développement partenaires du GPE inclus dans l'échantillon de 2012. La valeur de seuil fixée pour les dépenses d'éducation rapportées aux dépenses publiques représente le pourcentage recommandé à cette fin (20 %).

La capacité budgétaire n'est pas une condition préalable à d'importants investissements dans l'éducation. Le Bénin, l'Éthiopie, le Népal, le Niger, la Tanzanie et le Viet Nam ont alloué plus de 20 % de leurs ressources publiques à l'éducation et ont atteint des niveaux d'investissement supérieurs à 4,5 % de leur PIB.

Une augmentation des ressources n'entraîne pas forcément une amélioration des résultats éducatifs ; une bonne utilisation des dépenses publiques est également nécessaire.

La capacité budgétaire n'est pas une condition préalable à d'importants investissements dans l'éducation. Malgré leur faible capacité budgétaire, le Bénin, l'Éthiopie, le Népal, le Niger, la Tanzanie et le Viet Nam ont alloué plus de 20 % de leurs ressources publiques à l'éducation et ont atteint des niveaux d'investissement supérieurs à 4,5 % de leur PIB. Le Ghana et la Moldova sont également convaincus de l'importance de l'éducation, à laquelle ils consacrent chacun 20 % de leur budget national. Il convient toutefois de souligner qu'à un niveau de dépenses comparable, ils ont réussi à mobiliser plus de ressources que d'autres pays.

En revanche, 11 pays analysés, figurant pour la plupart dans le cercle bleu de la figure 3.5, ont investi moins de 4 % de leur PIB dans l'éducation, du fait de leur faible capacité budgétaire et/ou de leur faible engagement en faveur de l'éducation. Dans les pays en situation de crise ou post-crise et dans les pays à faible revenu où l'effort de recouvrement de l'impôt est souvent faible et irrégulier, les ressources de financement national de l'éducation sont limitées. C'est le cas des pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Madagascar, Ouganda, Pakistan, RDP lao, République centrafricaine, Sierra Leone, Tadjikistan et Tchad. Toutefois, les faibles niveaux d'investissement dans l'éducation en Géorgie, au Guyana, en Mauritanie et au Zimbabwe ne semblent pas être liés à leur capacité budgétaire, mais plutôt à leur modeste engagement en faveur de l'éducation. L'éducation reçoit moins de 10 % des dépenses publiques dans ces pays qui, à l'exception de la Géorgie, sont également loin d'atteindre la scolarisation primaire universelle.

Bien qu'une augmentation des ressources n'entraîne pas forcément une amélioration des résultats éducatifs, l'insuffisance du financement et de l'engagement des pouvoirs publics sont souvent cités comme principaux obstacles aux progrès dans ce domaine. L'utilisation efficiente des dépenses publiques est également déterminante. La section 3.2.4 présente une analyse complémentaire de l'efficience de l'utilisation des ressources et examine la relation entre les dépenses d'éducation et les taux d'achèvement de l'enseignement primaire entre 2000 et 2012.

3.2.3 L'enseignement primaire ne bénéficie plus de la même priorité

Cette section s'intéresse à la répartition des ressources par niveau d'enseignement. Si les efforts associés aux objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) ont tendance à se concentrer sur l'éducation de base, les pays affichent cependant des priorités de développement du secteur différentes. Les comparaisons internationales de la répartition des ressources par niveau d'enseignement ne sont pas simples car les cycles éducatifs ne sont pas tous structurés de la même manière. Ce chapitre ne tient pas compte de ces différences et les résultats présentés doivent donc être analysés avec prudence.

De plus, les données sur les dépenses publiques par niveau d'enseignement ne sont pas disponibles pour de nombreux pays (tableau 3.3). La valeur moyenne par pays en développement partenaire a donc été calculée à partir d'un nombre relativement limité d'observations (de 25 en 2007 à 32 en 2011). La valeur moyenne estimée pour les PFC partenaires du GPE repose sur 20 observations pour 2007 et 15 pour 2012.

Tableau 3.3 Pays en développement partenaires du GPE pour lesquels les données sur la part des dépenses d'éducation primaire dans les dépenses d'éducation sont manquantes

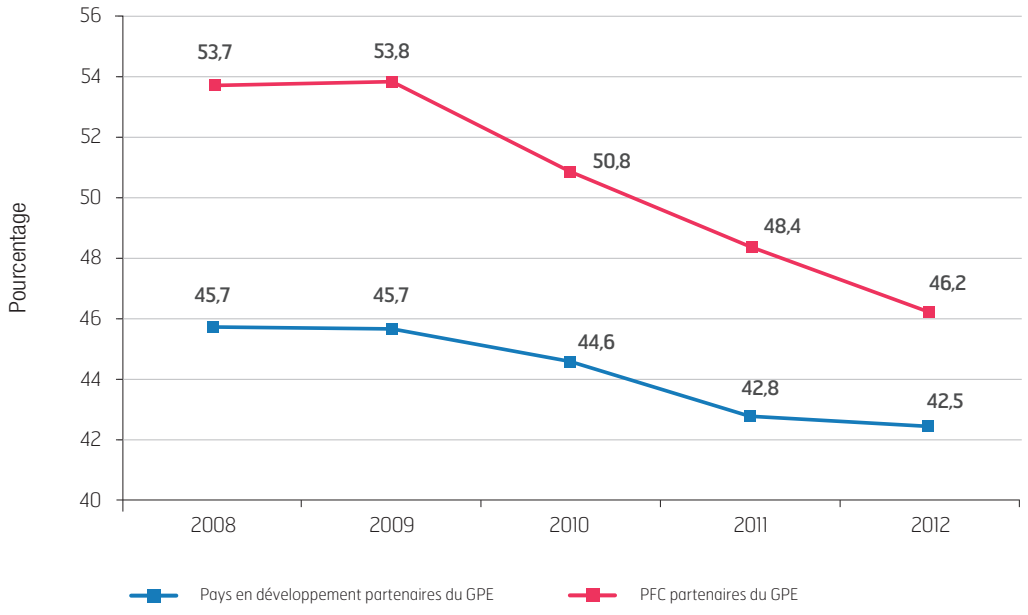
Afghanistan*	Éthiopie	Lesotho	Papouasie-Nouvelle-Guinée*	Timor-Leste*
Albanie*	Guinée-Bissau*	Libéria	Sao Tomé-et-Principe*	Viet Nam
Comores	Haïti*	Malawi	Somalie*	Yémen, Rép. du*
Congo, Rép. dém. du	Honduras*	Mozambique	Soudan du Sud*	Zambie*
Côte d'Ivoire*	Kenya	Nicaragua*	Soudan*	Zimbabwe
Djibouti	Rép. kirghize*	Ouzbékistan*	Tadjikistan*	
Érythrée*	RDP lao*	Pakistan*	Tanzanie	

Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. L'astérisque (*) indique que la part des dépenses d'éducation primaire dans les dépenses d'éducation ne figure pas dans la base de données de l'ISU pour la période considérée. Les données portant sur les autres pays sont uniquement disponibles pour au plus deux points de données sur la période considérée et ne permettent pas de fournir des estimations.

En 2012, la part du budget de l'éducation consacrée à l'enseignement primaire dans les pays en développement partenaires pour lesquels des données sont disponibles est tombée à 43 % en moyenne et 46,2 % dans les PFC.

En moyenne, dans les pays en développement partenaires du GPE pour lesquels des données sont disponibles, la part du budget de l'éducation consacrée à l'enseignement primaire a reculé de 45,7 % en 2008 à 43 % en 2012 et de 53,8 à 46,2 % dans les PFC partenaires du GPE. Bien que ces pays aient alloué une part plus importante de leurs ressources à l'enseignement primaire, cette part a diminué plus rapidement (2,8 %) que la moyenne annuelle des pays en développement partenaires (1,4 %). Ce fléchissement a été induit par quelques pays, tels que le Burundi (52 à 44 %) et Madagascar (54 à 47 %).

Figure 3.6 Dépenses consacrées à l'enseignement primaire en pourcentage des dépenses publiques totales d'éducation



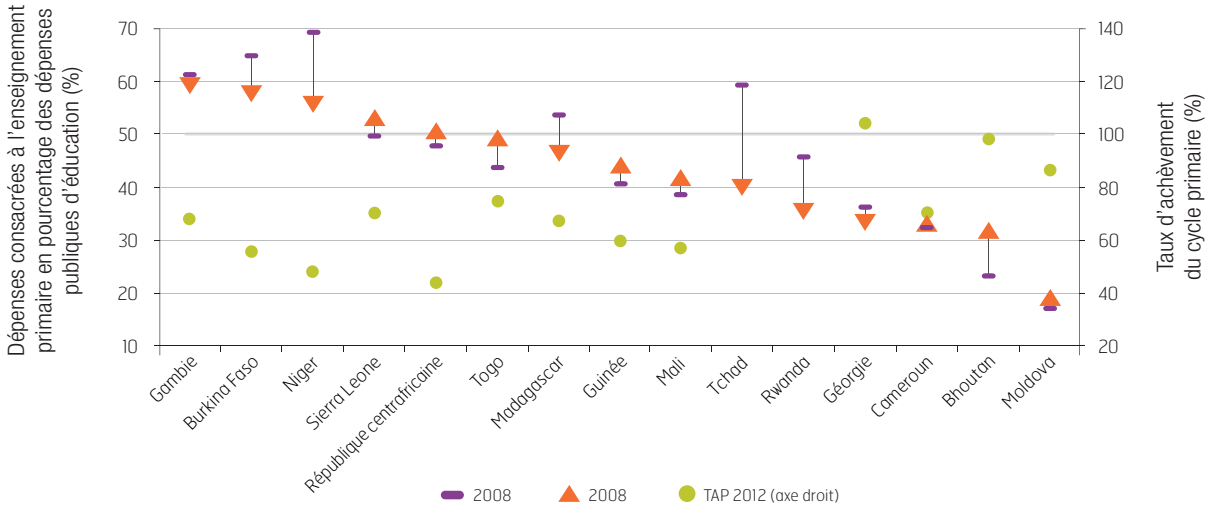
Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://data.uis.unesco.org/?IF_ActivePath=P,50.
La tendance moyenne comprend des estimations du Partenariat mondial couvrant la période quinquennale.

Dans les pays en développement partenaires du GPE, la part des dépenses d'éducation consacrée à l'enseignement primaire en 2012 allait de 18 % en Moldova à 60 % en Gambie.

En revanche, la part du premier cycle de l'enseignement secondaire dans les dépenses totales d'éducation des pays en développement partenaires du GPE est restée stable entre 2008 et 2012, en moyenne autour de 19 %. Elle a atteint 30 % dans certains pays, comme au Bhoutan et au Rwanda. Malheureusement, ce type de chiffres n'est pas disponible pour de nombreux pays de l'échantillon [8].

Si l'enseignement primaire reçoit, en moyenne, la part la plus large des ressources destinées à l'éducation, l'allocation des ressources varie fortement selon les pays en développement partenaires, la part de l'enseignement primaire en 2012 allant de 18 % en Moldova à 60 % en Gambie. Onze des 16 pays en développement partenaires pour lesquels des données sont disponibles pour la période 2008-2012 consacrent moins de la moitié de leurs dépenses d'éducation au cycle primaire et sont encore loin d'atteindre la scolarisation primaire universelle. La situation est particulièrement inquiétante au Tchad, à Madagascar et au Rwanda, où le TAP reste en deçà de 70 %, alors que l'allocation des ressources à l'enseignement primaire est inférieure à 50 % et a diminué de 6 à 18,6 points de pourcentage entre 2008 et 2012. Au Rwanda, la part du premier cycle de l'enseignement secondaire dans les ressources d'éducation a augmenté de près de 18 points de pourcentage. Les ressources publiques consacrées à l'éducation en Guinée et au Mali, où le TAP atteint à peine 60 %, semblent stagner autour de 40 %.

Figure 3.7 **Dépenses consacrées à l'enseignement primaire en pourcentage des dépenses publiques d'éducation et taux d'achèvement de l'enseignement primaire, par pays, 2012 ou année la plus récente**



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://data.uis.unesco.org/?IF_ActivePath=P,50. La figure présente les points de données les plus récents disponibles pour la période 2010-2012.

L'enseignement primaire est également le cycle auquel les ménages consacrent la plus grande part de leurs dépenses d'éducation. Selon une récente étude réalisée dans 15 pays africains par le Pôle de Dakar [9], en moyenne 45 % des dépenses d'éducation des ménages sont destinées au cycle primaire. Cependant, de même que les dépenses publiques d'éducation, la part de l'enseignement primaire dans les dépenses d'éducation des ménages varie également d'un pays à l'autre. Dans certains pays, où l'enseignement primaire reçoit moins de 50 % du budget de l'éducation, la part des dépenses des ménages consacrée à ce cycle est considérablement supérieure à la moyenne. Elle atteint 53 % au Tchad, 63 % à Madagascar et 64 % au Mali. Ces chiffres indiquent que le financement par les ménages compense souvent l'insuffisance du financement public du cycle primaire, au moins dans les familles qui en ont les moyens.

8 Les valeurs moyennes se basent sur 15 observations pour 2008 et 20 observations pour 2012, y compris des estimations du Partenariat mondial. Malheureusement, seulement 8 observations ont été obtenues pour 2007, raison pour laquelle la moyenne n'est pas présentée pour cette année. La moyenne n'a pas été calculée pour les PFC partenaires du GPE en raison du nombre insuffisant d'observations.

9 Foko, Borel, Beifith Kouak Tiyab et Guillaume Husson. 2012. Les dépenses des ménages en éducation : Une perspective analytique et comparative pour 15 pays d'Afrique. Dakar : UNESCO-BREDA (Pôle de Dakar).

3.2.4 Mieux cibler les dépenses pour améliorer les résultats

Le Rapport sur les résultats de l'éducation 2013 analysait la répartition des dépenses et les taux d'achèvement de l'enseignement primaire dans les pays en développement partenaires. Bien que le lien entre ces deux variables semble ténu, cette analyse a permis d'identifier des inefficiences potentielles dans l'utilisation des ressources publiques destinées à l'éducation. Djibouti, le Lesotho et la République du Yémen ont, par exemple, alloué une proportion importante de leurs ressources à l'enseignement primaire au cours de la décennie écoulée, alors que les taux d'achèvement de l'enseignement primaire y restent inférieurs à 70 %. En vue de présenter une analyse plus élaborée, cette section examine l'efficience des dépenses d'éducation dans les pays en développement partenaires entre 2000 et 2012 [10]. L'annexe 3.2 décrit en détail la méthodologie adoptée.

En 2012, les pays en développement partenaires du GPE ont consacré entre 1,2 et 9,5 % de leur PIB à l'éducation. Des modifications mineures de l'efficience de l'utilisation de ces ressources pourraient avoir une forte influence sur les résultats. L'efficience n'est toutefois pas facile à mesurer. La mesure empirique utilisée ici est le rapport entre le taux d'achèvement de l'enseignement primaire observé et le taux maximum susceptible d'être obtenu compte tenu du niveau des ressources. Ce maximum, ou point optimal, est déterminé à partir de l'échantillon de pays en développement partenaires pour lesquels des données suffisantes sont disponibles. Ce niveau maximum ne correspond donc pas nécessairement au système éducatif le plus efficient, mais plutôt aux pays en développement partenaires les plus performants.

L'enseignement primaire est le cycle qui reçoit la plus grande part des dépenses d'éducation des ménages.

Tableau 3.4 **Notes d'efficience**

Pays	Note	Pays	Note
Bhoutan	1	République kirghize	0,54
Cambodge	1	Sierra Leone	0,54
Mongolie	1	Madagascar	0,52
Népal	1	Sénégal	0,52
Zambie	1	Mali	0,51
RDP lao	0,88	Niger	0,5
Pakistan	0,85	Congo, Rép. dém. du	0,49
Cameroun	0,83	Érythrée	0,49
Viet Nam	0,83	Burkina Faso	0,48
Tchad	0,82	Burundi	0,46
Ghana	0,73	Malawi	0,46
République centrafricaine	0,71	Mozambique	0,46
Mauritanie	0,68	Rwanda	0,45
Tadjikistan	0,67	Tanzanie	0,44
Gambie	0,66	Guyana	0,37
Guinée	0,56	Moldova	0,29
Bénin	0,54	Yémen, République du	0,28
Côte d'Ivoire	0,54	Lesotho	0,19

Source : Estimations du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://data.uis.unesco.org/?IF_ActivePath=P,50 et des indicateurs du développement dans le monde (base de données), Banque mondiale, Washington, États-Unis, http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators

De nombreux pays pourraient atteindre des TAP sensiblement supérieurs tout en investissant la même part de leur PIB dans l'éducation s'ils utilisaient ces ressources de manière plus efficiente.

Si ce type d'analyse est un bon outil pour classer les pays par niveau d'efficience, les résultats doivent être toutefois interprétés avec prudence.

Premièrement, parce que le taux d'achèvement de l'enseignement primaire, qui est un bon indicateur indirect des résultats éducatifs, ne mesure pas à lui

10 L'analyse repose sur la valeur moyenne des dépenses publiques d'éducation par habitant pour la période 2000-2012 et les taux d'achèvement de l'enseignement primaire pour 2012.

seul tous les résultats pour lesquels un pays investit. Par exemple, un pays qui a déjà atteint un TAP de 100 % investira probablement davantage dans l'amélioration de la qualité de l'éducation. Ses dépenses par élève ayant terminé le cycle primaire pourront donc être sensiblement supérieures à celles de pays ciblant uniquement le taux d'achèvement. Deuxièmement, parce que la diversité des notes attribuées peut être due à une multitude de différences, notamment des objectifs des pouvoirs publics, du niveau de financement par les familles et de l'impact de facteurs exogènes tels que les conflits ou les catastrophes naturelles. Troisièmement, parce que les notes d'efficience découlant de ce type d'analyse dépendent fortement des pays inclus dans l'échantillon.

Nonobstant ces réserves, il ressort de cette comparaison que le Bhoutan, le Cambodge, la Mongolie, le Népal et la Zambie sont les pays en développement partenaires qui investissent de la manière la plus efficiente dans l'éducation pour atteindre leur TAP (tableau 3.4). Ces cinq pays ont atteint (ou sont sur le point d'atteindre) un TAP de 100 % grâce à un investissement dans l'éducation correspondant à 5 % (ou moins) de leur PIB sur les dix dernières années. Ces résultats cadrent avec ceux du chapitre 1 car, hormis le Népal, quatre de ces cinq pays se classent dans le quartile supérieur des notes d'efficience interne.

En revanche, le Lesotho, la Moldova et la République du Yémen sont les pays en développement partenaires dont les dépenses sont les moins efficientes. Le Lesotho est par exemple le pays ayant investi la part du PIB la plus importante dans l'éducation au cours des dix dernières années (13 %) alors que son taux d'achèvement de l'enseignement primaire dépasse à peine 70 % en 2012. Les résultats présentés à la section 2.4.2 du chapitre 2 montrent que le Lesotho présente également des taux élevés d'inefficience interne. De même, la République du Yémen, qui a consacré en moyenne 8 % de son PIB à l'éducation au cours de la dernière décennie, a enregistré un TAP d'à peine 69 % en 2012 et son inefficience interne est forte.

Cette analyse montre que de nombreux pays pourraient atteindre des TAP sensiblement supérieurs, tout en investissant la même part de leur PIB dans l'éducation, s'ils utilisaient ces ressources de manière plus efficiente. Le Bhoutan et le Guyana ont par exemple investi en moyenne 5,7 % de leur PIB dans l'éducation durant les dix dernières années. Mais, alors que l'enseignement primaire est universel au Bhoutan, le taux d'achèvement en Guyana a baissé ces dix dernières années et atteignait tout juste 85 % en 2012. De même, alors que la Mongolie et la Tanzanie ont investi en moyenne 5,2 % de leur PIB dans l'éducation ces dix dernières années, l'enseignement primaire est universel dans la première, mais semble stagner autour de 80 % dans la seconde.

Il semble donc impératif d'identifier les facteurs institutionnels ou économiques permettant à certains pays d'être plus efficients que d'autres. Il est également important de faire la distinction entre l'efficience et le niveau de dépense optimal ou désiré. Un pays considéré comme « efficient » dans le cadre de cette analyse pourra ainsi devoir augmenter ses dépenses publiques pour atteindre ses objectifs éducatifs. C'est notamment le cas des pays où le niveau des dépenses et les indicateurs d'objectifs éducatifs sont bas.

3.3 L'aide publique au développement destinée à l'éducation baisse pour la deuxième année consécutive

Alors que de nombreux pays ont besoin de ressources supplémentaires pour atteindre la scolarisation primaire universelle, l'aide mondiale à l'éducation, et plus particulièrement le soutien à l'éducation de base, ont baissé entre 2010 et 2012.

De nombreux pays sont encore loin de l'objectif de scolarisation primaire universelle et auront besoin de ressources supplémentaires pour l'atteindre. Et pourtant l'aide mondiale à l'éducation a baissé entre 2010 et 2012, et c'est l'appui à l'éducation de base qui décline le plus rapidement car les bailleurs affectent leurs ressources à d'autres cycles d'enseignement. Qui plus est, les financements accordés aux pays en développement partenaires du GPE ont été plus lourdement amputés, et en particulier ceux des PFC partenaires. Ces tendances compromettent les chances d'atteindre les objectifs éducatifs post-2015, tout en hypothéquant les progrès accomplis vers la scolarisation primaire universelle.

3.3.1 L'aide à l'éducation décline rapidement

Depuis le pic atteint en 2009, le volume de l'aide à l'éducation n'a cessé de baisser[11]. Les décaissements de l'aide ont chuté de 9,5 % entre 2010 et 2012 (de 13,9 à 12,6 milliards de dollars). Ces réductions ont été plus brutales que celles de l'aide au développement globale, qui n'a baissé que de 1,3 % (de 153,6 à 151,6 milliards de dollars). De fait, l'éducation représente 65 % de la baisse totale de l'aide (figure 3.8).

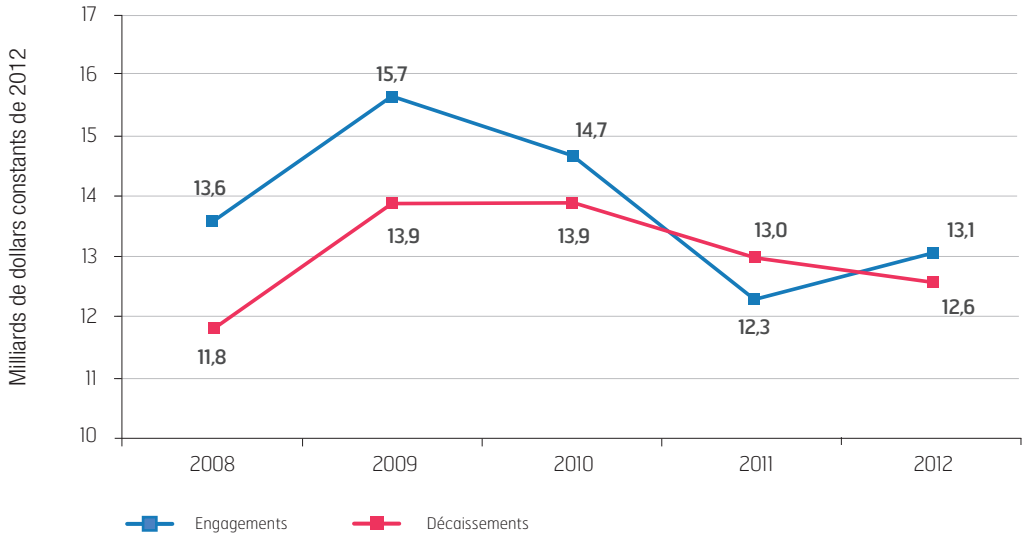
Alors que l'aide à l'éducation a baissé, l'aide publique au développement (APD) a augmenté dans les autres secteurs sociaux. Ainsi, entre 2008 et 2012, l'aide à la santé a augmenté de 28 % (de 15,6 à 20 milliards de dollars), alors que l'aide à l'éducation a diminué de 3,3 %. De même, l'aide au secteur de l'eau et l'assainissement a augmenté de 15 %, (passant de 5,6 à 6,5 milliards de dollars).

Dans les financements d'aide au développement, la part de l'éducation a diminué (passant de 8,0 % en 2008 à 7,7 % en 2012), tandis que la part des programmes de population et santé a augmenté (passant de 11,5 % en 2008 à 13,2 % en 2012). Plus d'une décennie après le Forum mondial sur l'éducation, organisé à Dakar (Sénégal) en 2000, ces chiffres montrent clairement que l'éducation n'est plus au premier rang des priorités du développement et qu'elle passe après d'autres secteurs sociaux.

L'éducation représente 65 % de la baisse totale de l'aide.

La part de l'éducation dans l'aide totale au développement est tombée à 7,7 % en 2012 ; l'éducation n'est manifestement pas une priorité de développement.

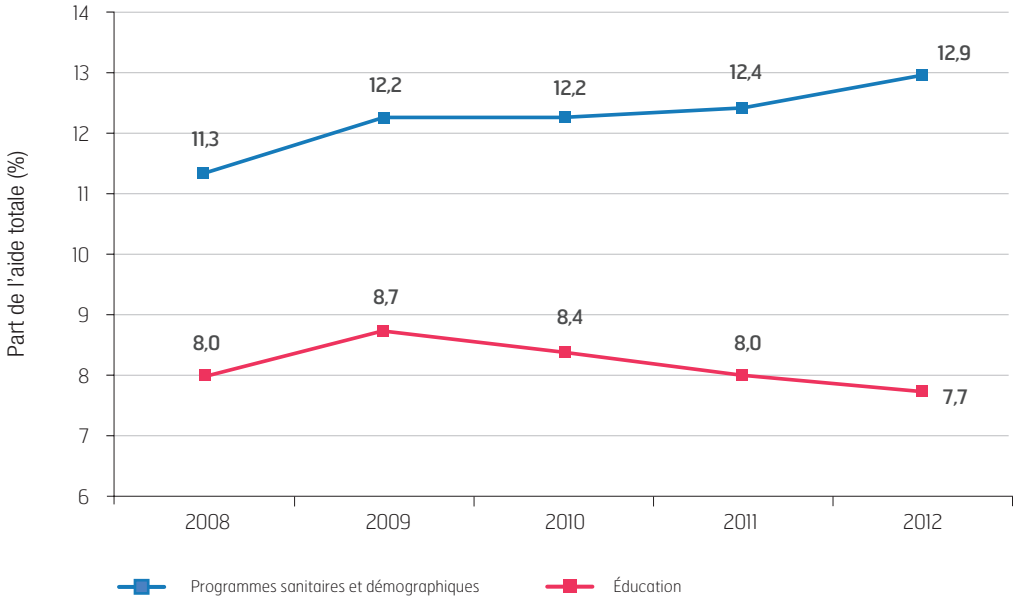
Figure 3.8 **Total de l'aide publique au développement (APD) consacrée à l'éducation, ensemble des bailleurs de fonds**



Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/.

[11] Tous les chiffres cités dans cette section sont exprimés en dollars constants de 2012 et proviennent de la base de données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Le CAD est un forum international réunissant une grande partie des principaux pays donateurs. Conformément à l'usage, l'aide à l'éducation comprend 20 % de soutien budgétaire.

Figure 3.9 **APD destinée aux secteurs sociaux rapportée à l'aide totale, 2008-2012**



Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/. Note : Pour comparer l'évolution des parts dans le temps, les valeurs utilisées pour les calculs de l'aide à l'éducation ne comprennent pas les 20 % d'appui budgétaire général destinés à l'éducation.

Au total, 13 des 25 bailleurs du CAD de l'OCDE ont diminué leurs décaissements en faveur du secteur de l'éducation en 2012. L'Espagne, les Pays-Bas, le Canada et la France sont les bailleurs ayant le plus réduit leur aide.

Les décaissements bilatéraux et multilatéraux d'aide destinée à l'éducation ont diminué entre 2010 et 2012. Les décaissements bilatéraux, qui représentent 76 % du total de l'aide à l'éducation, ont baissé de 8,5 %, (de 10,5 à 9,6 milliards de dollars), tandis que les décaissements multilatéraux ont diminué de 12,5 %, (de 3,4 à 3 milliards de dollars) (voir annexe 3.4).

La plupart des bailleurs bilatéraux ont réduit leur aide à l'éducation entre 2010 et 2012. Au total, 13 des 25 bailleurs de fonds du Comité d'aide au développement (CAD) ont diminué leurs décaissements destinés au secteur de l'éducation en 2012, alors que 10 d'entre eux les avaient déjà réduits en 2011 (tableau 3.5). Les bailleurs ayant le plus fortement réduit leur aide entre 2010 et 2012 sont l'Espagne (–69,7 %), les Pays-Bas (–51,1 %) et le Canada (–38,4 %). En valeur absolue, la France et les Pays-Bas enregistrent les réductions les plus importantes (319 millions de dollars et 285 millions de dollars respectivement).

Douze bailleurs du CAD ont augmenté les décaissements d'aide à l'éducation d'un montant total de 437 millions de dollars en 2012. Mais cette récente évolution ne compense pas la réduction cumulée de 1,4 milliard de dollars des contributions à ce secteur enregistrée entre 2010 et 2012. Les bailleurs ayant le plus fortement augmenté leur aide entre 2010 et 2012 comprennent l'Australie (74,1 %), la Suisse (39,7 %) et la République de Corée (33,1 %). En valeur absolue, les augmentations les plus importantes ont été enregistrées par l'Australie (239 millions de dollars) et le Royaume-Uni (122 millions de dollars).

Tableau 3.5 **Aide à l'éducation, décaissements bilatéraux**

Dollars constants 2012, millions

	2010	2011	2012	Évolution moyenne 2010-2012 (%)	
Australie	325	435	566	▲	32
Suisse	60	75	84	▲	18
Rép. de Corée	158	182	210	▲	15
Danemark	161	197	200	▲	12
Autriche	132	127	154	▲	9
Royaume-Uni	940	1 139	1 071	▲	8
Luxembourg	41	30	42	▲	6
Nouvelle-Zélande	69	60	74	▲	5
États-Unis	922	756	956	▲	4
Allemagne	1 695	1 721	1 730	▲	1
Finlande	58	58	58	▲	-1
Belgique	223	207	202	▲	-5
Norvège	342	298	300	▲	-6
Italie	71	78	58	▼	-8
France	1 867	1 557	1 547	▼	-9
Grèce	84	69	67	▼	-10
Japon	1 170	944	909	▼	-12
Suède	157	171	113	▼	-12
Portugal	71	57	53	▼	-14
Irlande	69	67	48	▼	-15
Canada	522	343	322	▼	-20
Pays-Bas	558	401	273	▼	-30
Espagne	358	253	109	▼	-43
République tchèque		7	8		s.o.
Islande		1	2		s.o.
Total CAD	**10 056**	**9 232**	**9 156**	▼	**-5**

Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/.

La plupart des bailleurs multilatéraux ont réduit leur aide à l'éducation entre 2010 et 2012 et les récentes augmentations n'ont pas compensé la forte chute des contributions des principaux bailleurs. Sur les 15 bailleurs multilatéraux faisant rapport à l'OCDE, 10 ont réduit leurs décaissements destinés à l'éducation entre 2010 et 2012. Les deux principaux bailleurs multilatéraux, à savoir les institutions de l'Union européenne et l'Association internationale de développement (IDA), ont réduit les décaissements destinés à l'éducation de 10,4 et 28,7 % respectivement. À l'inverse, quelques bailleurs ont renforcé leur appui à l'éducation en 2012, notamment la Banque arabe pour le développement économique en Afrique dont l'aide a augmenté de 122 % (tableau 3.6). Contrairement à la majorité des décaissements multilatéraux, les financements octroyés par le GPE aux pays en développement partenaires ont augmenté de plus de 40 % entre 2010 et 2012. Le financement continue d'être important au niveau du Partenariat mondial, notamment du fait de l'augmentation des contributions des bailleurs observée ces dernières années (voir section 3.3.4).

Contrairement à la majorité des décaissements multilatéraux, les financements accordés par le GPE aux pays en développement partenaires ont augmenté de plus de 40 % entre 2010 et 2012.

Tableau 3.6 **Aide à l'éducation, décaissements multilatéraux**

Millions de dollars constants (2012

	2010	2011	2012	Évolution moyenne 2010-2012 (%)	
UNRWA	352	357	388	▲	5
Fonds spé. de la BID	40	53	40	▲	5
Fonds arabe (FADES)	8	12	7	▲	2
Fonds spéc. de la BAD	224	260	229	▲	2
FMI (Fonds fiduciaires concessionnels)	287	291	294	▲	1
UNICEF	73	82	71		0
PAM	55	41	47	▼	-5
Institutions de l'UE	1 313	1 106	1 176	▼	-5
FAfD	193	180	173	▼	-5
FODI	24	33	14	▼	-11
IDA	1 364	1 416	973	▼	-14
BAfD		2	0,1		s.o.
BADEA		4	8		s.o.
ONU-FCP	6				s.o.

Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/. BAfD : Banque africaine de développement, FAfD : Fonds africain de développement, BAsD : Banque asiatique de développement, BADEA : Banque arabe de développement économique en Afrique, Institutions de l'UE : Institutions de l'Union européenne, IDA : Association internationale de développement, Fonds sp. de la BID : Fonds spécial d'opération de la Banque interaméricaine de développement, FODI : Fonds OPEP pour le développement international, PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement, ONU-FCP : Fonds des Nations Unies de consolidation de la paix, UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies, PAM : Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

3.3.2 L'éducation reçoit une faible part de l'aide humanitaire

L'aide humanitaire vise à sauver des vies et à maintenir l'accès aux services essentiels dans les situations d'urgence. Bien qu'elle soit conçue pour le court terme, elle représente souvent une part importante de l'aide totale : en 2012, par exemple, elle a compté pour 23 % dans l'APD [12].

L'aide humanitaire ne représente toutefois qu'une faible proportion du financement extérieur de l'éducation. En 2011, l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (*Global Education First Initiative*), du Secrétaire général de l'ONU, a établi un objectif en faveur de l'éducation aux termes duquel elle devrait recevoir au moins 4 % de l'aide humanitaire à court terme, mais le secteur n'a reçu que 2 % des demandes d'aide humanitaire en 2013 [13].

En 2013, le secteur de l'éducation n'a reçu que 2 % de l'aide humanitaire, soit la moitié de la cible de 4 % fixée par la GEFI.

Un examen détaillé des données semble indiquer que seulement 4 pays sur les 16 ayant demandé une aide à l'éducation ont reçu des financements équivalents à la cible de 4 % : la République centrafricaine (8 %), la Somalie (4 %), le Soudan (6 %) et la Syrie (4 %).

Le secteur de l'éducation reçoit également la plus faible proportion de ses demandes de financement humanitaire. En 2013, le secteur a reçu 163 millions de dollars, soit 40 % de ses demandes d'aide humanitaire. À titre de comparaison, le secteur alimentaire a reçu 2,4 milliards de dollars (86 % des demandes de financement) et la santé 893 millions de dollars (57 % des demandes de financement) [14].

12 Ces chiffres couvrent 21 pays ayant lancé des appels humanitaires.

13 Compilation du GPE à partir des données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2014).

14 Rapport de suivi mondial de l'Éducation pour tous. « Document de politique générale 13 : Les réductions de l'aide : une menace pour les objectifs éducatifs. »

3.3.3 Les pays fragiles ou touchés par un conflit sont les plus lésés

L'analyse de cette section, qui repose sur les données du CAD de l'OCDE, doit être interprétée avec prudence compte tenu de la manière dont les bailleurs notifient leurs financements à l'OCDE. Le montant croissant d'aide que les bailleurs fournissent à ce qu'il est convenu d'appeler les fonds verticaux (le Partenariat mondial dans le cas de l'éducation) est généralement notifié à l'OCDE en tant qu'aide « régionale » ou « bilatérale indéterminée ». C'est pourquoi il n'est pas possible de savoir si les financements du GPE ont été dûment notifiés au niveau des pays[15]. Soucieux de respecter les normes de transparence, le Partenariat mondial a récemment commencé à notifier l'OCDE, mais les informations n'ont pas encore été intégrées dans le Système de notification des pays créanciers (SNPC).

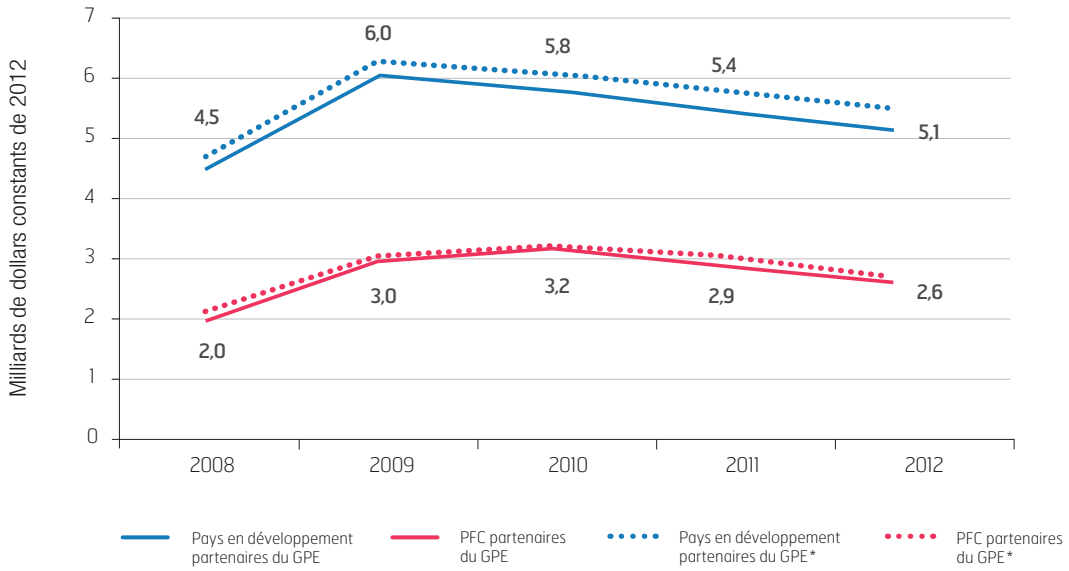
Compte tenu de ce problème potentiel, cette section présente deux scénarios illustrés par deux courbes : i) les données déclarées au CAD de l'OCDE ; et ii) ces mêmes données auxquelles ont été ajoutés les décaissements annuels du GPE. Ces dernières représentent la limite supérieure ou une surestimation de l'aide à l'éducation dans les pays en développement partenaires, car elles correspondent au cas extrême où aucun fonds lié au Partenariat mondial n'a été correctement déclaré au niveau du pays[16]. Entre 2008 et 2012, les décaissements d'aide à l'éducation dans les pays en développement partenaires ont progressé de 4,5 à 5,1 milliards de dollars, tandis que les décaissements d'aide aux PFC partenaires sont passés de 2 à 2,6 milliards de dollars (figure 3.10).

En 2012, les décaissements destinés à l'éducation dans les pays en développement partenaires ont atteint 5,1 milliards de dollars, tandis que les décaissements aux PFC partenaires ont atteint 2,6 milliards de dollars.

Toutefois, entre 2010 et 2012, alors que l'aide mondiale à l'éducation diminuait de 9,5 %, elle a chuté davantage encore dans les pays en développement partenaires, quel que soit le scénario utilisé pour les calculs. La réduction des décaissements est estimée entre 9,6 % (de 6,05 à 5,5 milliards de dollars) et 11,7 % (de 5,8 à 5,1 milliards de dollars).

Entre 2010 et 2012, alors que l'aide mondiale à l'éducation a diminué de 9,5 %, elle a chuté davantage encore dans les pays en développement partenaires.

Figure 3.10 **Aide publique au développement en faveur de l'éducation, pays en développement partenaires du GPE**



Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/. Les pays en développement partenaires* et les PFC partenaires du GPE* représentent la tendance supérieure de l'aide à l'éducation, c'est-à-dire la somme des décaissements du GPE et de l'aide notifiée par les bailleurs au CAD de l'OCDE.

15 Les auteurs du présent chapitre ont essayé d'évaluer les flux d'aide liés au GPE dans la base de données de l'OCDE. Mais les bailleurs ne sont pas tenus de fournir une description pour les projets qu'ils financent. Les données SNPC ne constituent donc pas une bonne source d'information pour identifier les projets liés au GPE et évaluer l'aide à l'éducation au niveau des pays.

16 Pour ajouter les décaissements du GPE à ceux de l'APD, les chiffres ont été convertis en dollars constants de 2012 en utilisant les coefficients déflateurs du CAD de l'OCDE.

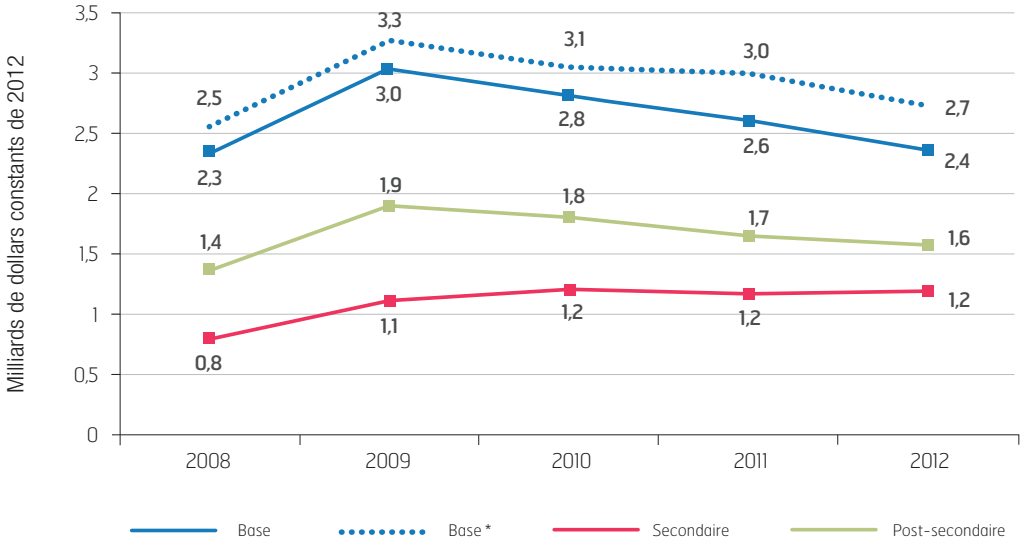
L'aide à l'éducation a été tronquée encore plus sévèrement dans les PFC partenaires du GPE entre 2010 et 2012, bien qu'ils soient les pays les plus pauvres et les plus éloignés de la réalisation de la scolarisation primaire universelle : la réduction est estimée entre 16 % (de 3,2 à 2,7 milliards de dollars) et 17,7 % (de 3,2 à 2,6 milliards de dollars). Les décaissements du GPE visant l'éducation de base dans les PFC partenaires ont en revanche augmenté de 42 % au cours de la même période (de 105 à 151 millions de dollars).

Le volume des décaissements du GPE aux PFC partenaires a continué de croître en 2013, enregistrant une augmentation de 16 % pour atteindre 174 millions de dollars. Cette tendance s'explique par l'attention croissante accordée aux États fragiles ou touchés par un conflit ainsi que par le nombre de pays ayant adhéré au Partenariat entre 2012 et 2013. L'évolution récente des décaissements du GPE destinés à l'éducation de base dans les PFC partenaires semble annoncer pour 2014 un dépassement des valeurs de 2013. En juillet 2014, les décaissements aux PFC partenaires s'élevaient déjà à 172,4 millions de dollars et représentaient 51 % du total des décaissements d'aide aux pays en développement partenaires.

L'aide a diminué dans tous les sous-secteurs de l'éducation, mais surtout dans l'éducation de base.

L'aide a diminué dans tous les sous-secteurs de l'éducation entre 2010 et 2012, mais plus encore dans l'éducation de base [17]. Le Partenariat mondial étant le principal bailleur de fonds dans ce sous-secteur (voir la section 3.4.1), où il représente 15 % des décaissements, deux scénarios ont été envisagés pour l'éducation de base (figure 3.11). Selon le scénario choisi, la chute de l'aide à l'éducation de base se situe entre 11 % (de 3,05 à 2,71 milliards de dollars) et 21 % (de 2,8 à 2,4 milliards de dollars). L'aide a moins fortement baissé dans l'enseignement secondaire (1 %) et l'enseignement post-secondaire (17,8 %).

Figure 3.11 **Répartition de l'APD par sous-secteur de l'éducation, pays en développement partenaires du GPE**



Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/. Base* représente la tendance supérieure de l'aide à l'éducation de base dans les pays en développement partenaires, c'est-à-dire la somme des décaissements du GPE et de l'aide déclarée par les bailleurs au CAD de l'OCDE.

17 L'éducation de base couvre l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et l'enseignement des compétences pratiques élémentaires aux jeunes et aux adultes.

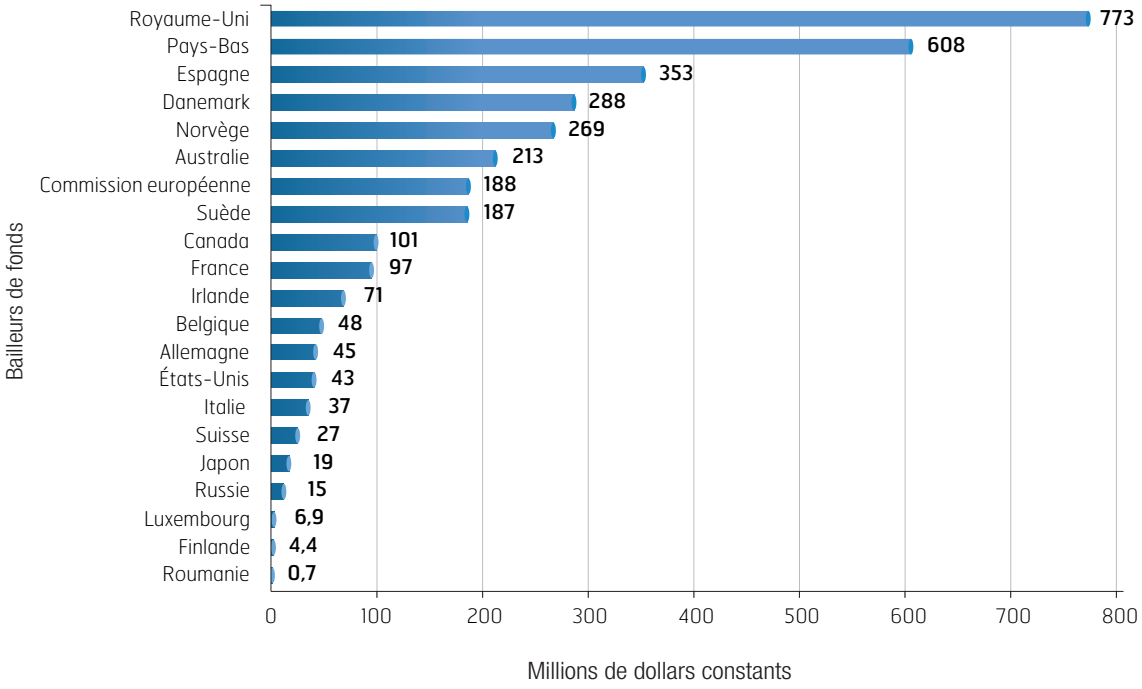
3.3.4 Contributions des bailleurs au Partenariat mondial pour l'éducation

Le Partenariat mondial apporte un soutien financier aux pays en développement partenaires pour les aider à élaborer et mettre en œuvre leurs plans sectoriels de l'éducation. Le Partenariat encourage également la participation de la société civile ainsi que l'assistance technique mondiale et régionale. En 2012, les contributions des bailleurs au Partenariat mondial ont atteint plus d'un demi-milliard de dollars et les contributions les plus récentes ont porté le total cumulé à 3,4 milliards de dollars (figure 3.12).

La deuxième Conférence d'annonce de contributions au Partenariat mondial s'est tenue les 25 et 26 juin 2014. Cette deuxième reconstitution des ressources couvre la période 2015 à 2018 et vise à concrétiser la vision d'un monde où tous les enfants peuvent aller à l'école et apprendre. Les bailleurs ont annoncé des contributions de 2,1 milliards de dollars, soit 60 % de la cible de 3,5 milliards. D'autres promesses de contributions sont attendues au cours de la période de reconstitution.

Les bailleurs ont promis 2,1 milliards de dollars lors de la Conférence d'annonce de contributions au Partenariat mondial organisée en 2014.

Figure 3.12 **Contributions des bailleurs en date de juillet 2014**



Source : Secrétariat du Partenariat mondial pour l'Éducation.

3.3.5 Transparence de l'aide

La déclaration transparente des flux d'aide permet au public de participer à la responsabilisation des pouvoirs publics, en présentant des informations détaillées et accessibles dans des délais raisonnables et de manière systématique et comparable [18].
La transparence de l'aide suscite une attention et un intérêt croissants depuis quelques années, comme en attestent la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), le Programme d'action d'Accra (2008) [19] et le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (2011) [20], qui ont pour objet d'améliorer la relation entre les bailleurs de fonds et les pays en développement.

18 Moon, Samuel and Tim Williamson. 2010. "Greater aid transparency: crucial for aid effectiveness." Policy Briefing No. 35. London: Overseas Development Institute.

19 http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/declarationdeparissurlefficacitedelaide.htm

20 http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/partenariatdebusanpourunecooperationefficaceauservicedudeveloppment.htm

L'absence de déclaration transparente réduit l'efficacité de l'aide et la redevabilité car elle signifie que les pays bénéficiaires doivent prendre des décisions en se fondant sur des données incomplètes ou peu fiables. Des informations détaillées sur tous les flux d'aide sont essentielles à l'ensemble du cycle de mise en œuvre des politiques, depuis la planification et la prestation des services jusqu'au suivi -évaluation des résultats.

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), lancée lors du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide organisé à Accra (Ghana) en 2008, vise à améliorer la transparence de l'aide en aidant les bailleurs à respecter leurs engagements. L'indice de transparence de l'aide (ITA), établi par la campagne mondiale *« Publish What You Fund »*, également lancé à Accra en 2008, est une norme permettant d'évaluer le degré de transparence de l'aide des principaux bailleurs de fonds du monde. Cet indice est la seule mesure évaluant quelles sont les informations publiées par les bailleurs ainsi que leur exhaustivité, ponctualité, accessibilité et comparabilité. L'ITA 2013 repose sur 39 indicateurs.

Parmi les 21 pays ayant financé le GPE en 2013, quelques-uns seulement ont été classés comme « très bons » ou « bons ». Ces pays comprennent le Canada, le Royaume-Uni (Agence britannique de développement international ou DFID) et la Suède. Parmi les 10 principaux pays ayant financé le GPE en 2013 [21], trois ont été classés comme « mauvais » ou « très mauvais » (Espagne, France et Norvège). La Russie est le seul pays ayant financé le GPE en 2013 à ne pas avoir été classé par l'indice de transparence de l'aide (tableau 3.7).

Tableau 3.7 **Classement des bailleurs et organismes multilatéraux du Partenariat mondial selon l'indice de transparence de l'aide 2013**

Très bon	Bon	Acceptable	Mauvais	Très mauvais
GB-DFID	Banque mondiale, IDA Canada-ACDI Suède-SIDA	Pays-Bas Danemark Australie Commission européenne Allemagne-BMZ-KfW Allemagne-BMZ-GIZ USA-Trésor USAID UNICEF	GB-FCO Norvège Irlande Belgique USA-Défense USA-Dép. d'État BERD Japon-JICA Finlande	GB-MOD Espagne France-AFD France-MAE France-MINEFI Allemagne-AA USA-PEPFAR Italie Suisse Japon-MOFA Luxembourg Roumanie

Source : Publish What You Fund, indice de transparence de l'aide 2013, http://www.publishwhatyoufund.org/index/

Le Partenariat mondial vise la transparence maximale. Il a récemment communiqué toutes ses données à l'IITA et a commencé à faire rapport à l'OCDE.

Plus généralement, les résultats de l'indice de transparence de l'aide pour 2013 indiquent que certaines organisations, dont le DFID de la Grande-Bretagne, publient d'importantes quantités d'informations utiles sur leurs activités d'aide actuelles. Le rapport souligne également que plusieurs organisations, dont l'ACDI canadienne, CE-ECHO, CE-Élargissement, CE-FPI, les organismes allemands d'aide et le Trésor américain, ont fait d'importants progrès en 2013 en publiant davantage d'informations dans des formats accessibles et comparables.

Dans son activité, le Partenariat mondial s'efforce d'assurer une transparence maximale. Soucieux de respecter pleinement les normes de transparence, le Partenariat mondial a récemment communiqué toutes ses données à l'IITA [22] et, comme indiqué plus haut, a commencé à notifier l'OCDE.

21 En juin 2013, les 10 principaux bailleurs de fonds du GPE étaient le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark, le Canada, la France, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Belgique et la Commission européenne.

22 http://www.publishwhatyoufund.org/

3.4 Dans quels domaines la contribution du Partenariat mondial est-elle la plus déterminante ?

La contribution du Partenariat mondial à chacun des pays en développement partenaires comprend non seulement ses financements, mais aussi l'effet catalyseur qu'il suscite en faveur de l'attribution de crédits supplémentaires destinés à l'éducation. La première partie de cette section présente des données statistiques de base sur les financements du GPE et leur part dans l'aide à l'éducation. La deuxième partie montre que les pays ont tendance à augmenter les ressources nationales et extérieures destinées à l'éducation après avoir adhéré au Partenariat mondial. Compte tenu des problèmes sur la déclaration de l'aide mentionnés plus haut, l'analyse de cette sous-section repose sur les deux scénarios décrits à la section 3.3.3.

Les financements du GPE ont atteint 354 millions de dollars en 2012, soit 6,9 % de l'aide totale à l'éducation versée aux pays en développement partenaires.

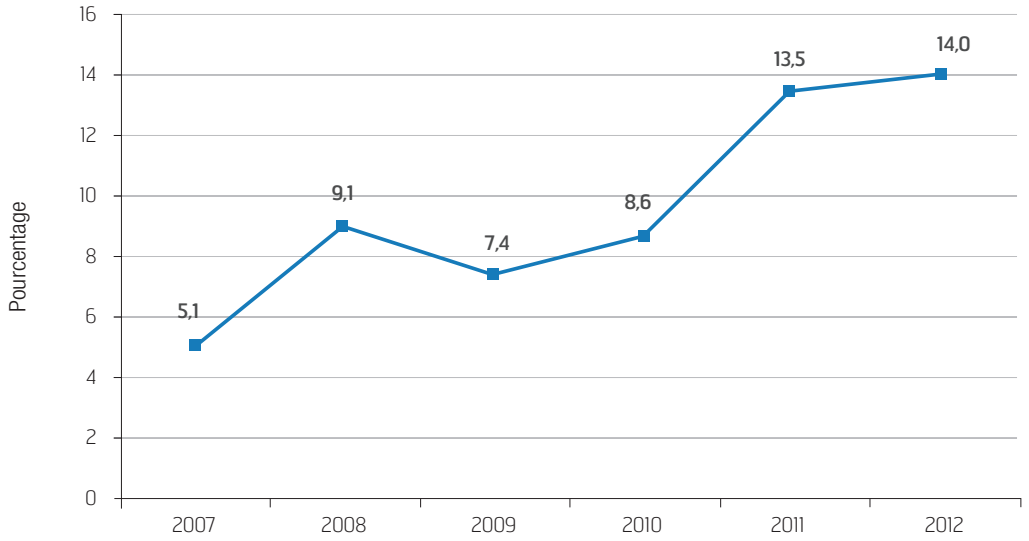
3.4.1 Le Partenariat mondial est désormais une importante source de financement de l'éducation

L'appui financier du Partenariat mondial au secteur éducatif a sensiblement augmenté. Les financements du GPE ont atteint 354 millions de dollars en 2012 [23], soit 6,9 % de l'aide totale à l'éducation versée aux pays en développement partenaires [24]. Ceci représente une augmentation de 4 points de pourcentage par rapport à 2007, année où le Partenariat mondial avait décaissé 133,7 millions de dollars et représentait 2,8 % de l'aide totale à l'éducation.

La part du GPE dans l'aide totale à l'éducation de base a fortement augmenté entre 2007 et 2012, de 5,1 à 14 %, reflétant l'intérêt que porte le Partenariat mondial à ce sous-secteur. Elle est calculée comme la moyenne des deux scénarios décrits à la section 3.3.3, à savoir les données notifiées à l'OCDE et la tendance de la limite supérieure, (figure 3.13). En 2012, le Partenariat mondial a décaissé 354 millions de dollars pour l'éducation de base et est ainsi devenu le premier bailleur de fonds de ce sous-secteur dans les pays en développement partenaires, devant les États-Unis (346 millions de dollars), l'IDA (137 millions de dollars) et le Japon (135 millions de dollars) [25]. L'accroissement de la part du Partenariat mondial dans l'aide totale à l'éducation de base n'est pas uniquement dû à l'augmentation du financement du GPE, mais aussi au déclin général de l'aide à ce sous-secteur.

Le Partenariat mondial est le premier bailleur de fonds de l'éducation de base dans les pays en développement partenaires.

Figure 3.13 **Décaissements du GPE rapportés à l'aide publique au développement en faveur de l'éducation de base, pays en développement partenaires du GPE**



Source :

Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/. Estimations reposant sur deux scénarios : i) les données déclarées au CAD de l'OCDE ; et ii) les mêmes données auxquelles ont été ajoutés les décaissements annuels du GPE (tendance de la limite supérieure).

23 Les décaissements ont totalisé 334 millions de dollars en 2013 (en dollars constants de 2012) et devraient dépasser 500 millions de dollars en 2014.

24 Les montants sont donnés en dollars constants de 2012. Les calculs correspondant à ce scénario supposent que les financements ont été correctement notifiés au niveau national.

25 Les chiffres ne prennent en compte que les décaissements destinés à l'éducation de base dans les pays en développement partenaires et excluent tout appui budgétaire.

La présence financière du Partenariat mondial dans le secteur de l'éducation a augmenté ces dernières années, mais elle varie sensiblement d'un pays à l'autre. Les décaissements de 2013 vont de 0,23 million de dollars en Mongolie à 44,6 millions de dollars au Népal (qui avait déjà reçu 38 millions de dollars en 2012) (tableau 3.8).

Tableau 3.8 **Décaissements du Partenariat mondial en 2013, dollars constants 2012, millions**

Pays	Décaissements	Pays	Décaissements
Népal	44,57	Libéria	3,90
Yémen, République du	43,82	Tadjikistan	3,49
Malawi	37,04	Gambie	3,03
Mozambique	26,72	Soudan	2,68
Rwanda	25,98	Guinée-Bissau	2,56
Ghana	22,66	Tanzanie (Zanzibar)	2,49
Togo	11,26	Somalie (Somaliland)	2,28
Soudan du Sud	11,05	Côte d'Ivoire	1,84
Guinée	9,47	Comores	1,83
Tchad	8,35	Mali	1,54
Burundi	7,99	Djibouti	1,11
Papouasie-Nouvelle-Guinée	7,54	République kirghize	1,02
Sénégal	6,98	Moldova	0,93
RDP lao	6,97	Haïti	0,80
Lesotho	6,47	Nicaragua	0,80
Congo, Rép. dém. du	5,68	Somalie (Puntland)	0,68
Éthiopie	5,19	Timor-Leste	0,40
Ouganda	5,19	Sierra Leone	0,29
Somalie (Centre-Sud)	4,20	Mongolie	0,23
République centrafricaine	4,14		

Source : Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation.

3.4.2 Les pays investissent plus dans l'éducation après avoir adhéré au Partenariat mondial

Cette section analyse l'évolution des ressources nationales et extérieures allouées à l'éducation pouvant être rattachée aux activités du Partenariat mondial. Elle ne prétend pas établir de lien de causalité.

Dans le cas des ressources nationales, elle examine l'effet de l'adhésion au Partenariat mondial sur la part de PIB investie dans l'éducation[26]. La comparaison inclut 86 pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, y compris les pays en développement partenaires pour lesquels des données sont disponibles pour la période 2000-2012. Il est important de mentionner que cette estimation suppose que les pays de l'échantillon sont semblables et peuvent donc être comparés sur le plan de leur investissement dans l'éducation. Dans la réalité, ce n'est pas toujours le cas car plusieurs facteurs peuvent susciter des différences. Pour la présente analyse, et, compte tenu du faible nombre d'observations, l'exercice ne porte que sur les variables économiques. L'annexe 3.3 présente une description détaillée de la méthodologie appliquée pour évaluer cette relation[27].

Avant leur adhésion au Partenariat mondial, la part du PIB consacrée à l'éducation dans les pays en développement futurs partenaires du GPE était en moyenne inférieure de 1,13 point de pourcentage à celle des autres pays à revenu faible ou intermédiaire

26 L'estimation comprend 86 pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure et porte sur la part du PIB, une variable mesurant la tendance temporelle et une variable auxiliaire précisant si le pays est membre du GPE. Elle a été obtenue en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

27 Les résultats présentés dans cette section sont statistiquement significatifs au seuil de 5 %.

de la tranche inférieure. Cette part a sensiblement augmenté suite à l'adhésion de ces pays au Partenariat. En moyenne, la part du PIB investie dans l'éducation par les pays en développement partenaires est supérieure de 1,53 point de pourcentage à celle des autres pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Et cette part continue d'augmenter lorsque les partenaires du GPE commencent à recevoir des financements. En moyenne, un pays recevant une aide financière du Partenariat investit 1,39 point de pourcentage de plus dans l'éducation qu'un pays qui ne reçoit aucune aide.

Une simple comparaison comptable de l'investissement moyen avant et après l'adhésion au Partenariat mondial donne des résultats semblables[28]. L'échantillon a été limité aux pays pour lesquels on possède au moins deux observations avant et après l'adhésion au Partenariat. L'analyse inclut 31 pays pour lesquels des données étaient disponibles pour la période 2000-2012 et comprend des estimations du Partenariat mondial (tableau 3.9).

La part du PIB allouée à l'éducation a sensiblement augmenté suite à l'adhésion des pays au Partenariat mondial.

Tableau 3.9 **Dépenses d'éducation avant et après l'adhésion au Partenariat mondial**

Dépenses d'éducation moyennes en part du PIB

Pays	Année d'adhésion au GPE	Avant	Après	Évolution p.p	Évolution %
Albanie	2006	3,2	3,3	0,1	2,3
Bénin	2007	3,6	4,6	1,0	28,2
Bhoutan	2009	6,1	4,4	-1,7	-27,6
Cambodge	2006	1,7	2,0	0,3	14,7
Cameroun	2006	2,9	3,3	0,4	14,3
République centrafricaine	2008	1,5	1,3	-0,27	-17,7
Djibouti	2006	8,6	8,4	-0,2	-2,7
Éthiopie	2004	3,8	4,8	1,0	26,3
Gambie	2003	1,4	2,5	1,1	83,0
Géorgie	2007	2,4	2,7	0,3	13,0
Ghana	2004	5,2	6,3	1,1	21,4
Guinée	2002	2,3	2,5	0,2	7,3
Guyana	2002	8,5	5,0	-3,5	-41,2
Kenya	2005	6,0	7,0	1,0	16,3
République kirghize	2006	4,3	6,1	1,8	42,6
Lesotho	2005	12,6	13,4	0,8	6,7
Madagascar	2005	3,0	3,1	0,1	3,1
Malawi	2009	4,4	4,6	0,3	6,0
Mali	2006	3,8	4,3	0,4	11,1
Mauritanie	2002	2,7	3,3	0,5	19,1
Mongolie	2006	5,6	5,0	-0,6	-10,8
Népal	2009	3,4	4,7	1,3	38,9
Niger	2002	3,0	3,5	0,4	14,6
Moldova	2005	5,4	8,3	2,9	54,4
Rwanda	2006	5,4	4,7	-0,7	-13,2
Sao Tomé-et-Principe	2007	4,0	8,3	4,2	105,3
Sénégal	2006	3,7	5,2	1,5	40,8
Sierra Leone	2007	3,4	2,6	-0,8	-22,7
Tadjikistan	2005	2,5	3,7	1,2	47,2
Togo	2010	3,9	4,5	0,6	15,1
Ouganda	2011	3,7	3,2	-0,5	-12,4
Moyenne GPE		**4,3**	**4,7**	**0,5**	**10,9**

Source : Estimation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://data.uis.unesco.org/?IF_ActivePath=P,50.

28 Cette analyse est limitée aux pays en développement partenaires et ne tient pas compte des tendances temporelles, du PIB ou de toute autre variable incluse dans l'analyse précédente.

En moyenne, l'investissement dans l'éducation dans les pays en développement partenaires a augmenté de 11 % suite à leur adhésion au Partenariat mondial.

En moyenne, l'investissement dans l'éducation dans les pays en développement partenaires a augmenté de 11 % suite à leur adhésion au Partenariat mondial. Sur les 31 pays inclus dans l'estimation, 23 ont progressé en termes de dépenses en part du PIB consacrées à l'éducation. Cependant, les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre : bien que la Moldova, la République kirghize et le Sénégal aient augmenté la part des ressources investies dans l'éducation de plus de 40 % depuis leur adhésion au Partenariat, au Bhoutan, en Ouganda, en République Centrafricaine et en Sierra Leone la part des ressources affectées au secteur a diminué et elle est inférieure à la moyenne des pays en développement partenaires après leur adhésion.

Crédit photo: **GPE/Deepa Srikantaiah**

Comme indiqué précédemment, la majorité des financements liés au Partenariat mondial sont déclarés comme des aides « régionales » ou « bilatérales indéterminées » plutôt que liés à des pays particuliers[29]. Dans ces conditions, l'évaluation de l'additionnalité, ou de l'effet catalyseur, du Partenariat mondial à partir de ces données nationales, pourrait conduire à des conclusions trompeuses. Malgré la récente amélioration du processus de notification, les bailleurs doivent continuer de s'efforcer à accroître la transparence de leur aide. Le Partenariat mondial a récemment commencé à notifier directement son aide à l'OCDE en vue d'améliorer la qualité et la transparence des informations. L'additionnalité du Partenariat mondial pourra ainsi être mesurée avec plus de précision lorsque les informations récemment mises à disposition auront été harmonisées et intégrées dans les données du Système de notification des pays créanciers (SNPC).

29 Pour examiner l'additionnalité du Partenariat mondial par rapport à l'apport de ressources extérieures destinées à l'éducation au niveau national, les auteurs ont réalisé une étude consistant à suivre les flux d'aide extérieure liés au Partenariat mondial dans le QWIDS de l'OCDE (Query Wizard for International Development Statistics). Le QWIDS comprend des millions d'enregistrements de transactions qui, dans certains cas, peuvent être associées à un projet spécifique financé par le bailleur de fonds ou l'organisme déclarant. Pour filtrer le nombre de transactions, la recherche a utilisé quatre mots-clés (« FTI », « initiative fast track », « GPE » et « partenariat mondial pour l'éducation ») en se limitant aux pays en développement partenaires bénéficiaires. Malheureusement, les bailleurs de fonds et les organismes déclarants ne sont pas tenus de fournir une description des projets qu'ils financent. Il n'est donc pas possible de répertorier tous les fonds liés au Partenariat mondial et le filtrage des projets devient relativement arbitraire.

3.5 Bonnes et mauvaises nouvelles pour le financement de l'éducation

Les dépenses publiques sont la plus importante source de financement de l'éducation. Il est encourageant de constater que les dépenses publiques d'éducation en part des dépenses publiques totales ont progressé de 16,7 % en 2008 à 17,3 % en 2012. Des progrès additionnels sont cependant nécessaires. Seuls 8 pays consacrent plus de 20 % de leurs dépenses publiques à l'éducation et certains pays n'investissent à l'évidence pas suffisamment dans le secteur : le Pakistan, la Guinée, la République centrafricaine et la Géorgie consacrent moins de 10 % de leurs dépenses publiques à l'éducation. En outre, le déclin de l'enseignement primaire dans les priorités des pays, y compris dans des pays encore très éloignés de l'atteinte de la scolarisation primaire universelle, est inquiétant. En moyenne, dans les pays en développement partenaires pour lesquels des données sont disponibles, la part du budget de l'éducation consacrée à l'enseignement primaire est tombée de 45,7 % en 2008 à 43 % en 2012. Dans les PFC partenaires, le déclin de la part destinée à l'enseignement primaire a été encore plus marqué, passant de 53,8 % en 2008 à 46,2 % en 2012, en dépit du fait que le taux moyen d'achèvement de l'enseignement primaire reste faible (68 % seulement en 2012).

Dans le même temps, il est clair que les bailleurs de fonds accordent une priorité moindre à l'éducation. Alors que l'aide totale au développement diminuait de 1,3 % entre 2010 et 2012, le montant alloué à l'éducation a plongé de près de 10 %, et plus encore dans les pays en développement partenaires. La réduction de l'aide à l'éducation représente 65 % de la baisse totale de l'aide. En revanche, l'aide aux autres principaux secteurs a augmenté au cours de la même période, et dans le cas de la santé, de 6,7 %. De plus, l'éducation reçoit toujours moins de 2 % de l'aide humanitaire.

L'aide financière du Partenariat mondial au secteur éducatif a en revanche augmenté sensiblement au cours de ces dernières années. En 2012, le Partenariat a décaissé 354 millions de dollars en faveur de l'éducation de base, devenant ainsi le premier bailleur de fonds de ce sous-secteur dans les pays en développement partenaires.

Néanmoins, l'aide globale à l'éducation de base diminue malheureusement plus rapidement que celle à l'appui des autres secteurs de l'éducation, traduisant la préférence des bailleurs pour d'autres sous-secteurs. Le financement de l'éducation diminue plus rapidement dans les pays en développement partenaires, en particulier dans les PFC partenaires, qui comptent parmi les pays les plus pauvres de la planète. Il est ainsi préoccupant de constater qu'entre 2010 et 2012 l'aide à l'éducation a baissé de plus de 16 % dans les PFC partenaires. Les décaissements du GPE visant l'éducation de base dans les PFC partenaires ont, en revanche, augmenté de 42 % au cours de la même période (de 105 à 151 millions de dollars), ce qui n'a pas suffi à compenser la forte baisse des décaissements des autres bailleurs.

Les pays en développement partenaires du GPE font des progrès et le niveau d'investissement dans l'éducation a sensiblement augmenté depuis qu'ils ont adhéré au Partenariat. Il faudrait cependant que le financement national et extérieur augmente, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles, afin d'atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle et d'améliorer la qualité de l'éducation.

Les dépenses des gouvernements sont la plus importante source de financement de l'éducation. Et la bonne nouvelle est que les dépenses publiques d'éducation rapportées aux dépenses publiques totales ont atteint 17,3 % en 2012.

En 2012, le Partenariat a décaissé 354 millions de dollars pour l'éducation de base et est ainsi devenu le premier bailleur de fonds de ce sous-secteur dans les pays en développement partenaires.